



CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

NOVEMBRE 2016

1^{er} novembre – L’hostilité envers les pauvres s’exprime de plus en plus ouvertement en France. Détérioration de centres d’accueil, arrêtés anti-mendicité, chasse aux sans-abri dans la rue : les actes contre les plus démunis se multiplient dans le pays. Un nombre grandissant de communes et de Français rejettent cette population. Entre migrants et SDF s’installent en outre confusion et concurrence.

Internement des Tziganes : la France admet sa responsabilité à l’occasion d’une visite de l’ancien camp de MONTREUIL-BELLAY

Un homme de 51 ans abattu par les forces de l’ordre à ECHIROLLES. Une enquête vise à déterminer s’il y a eu « légitime défense ».

5 mises en examen après l’enlèvement de Jacqueline VEYRAC détenue dans une camionnette durant 48 heures avant d’être libérée.

3 novembre – Inquiétude après la création d’un fichier regroupant 60 Millions de Français. Les données personnelles et biométriques avec empreintes et photos numérisées des visages seront compilées dans une base de données unique.

Police et citoyens : pourquoi le divorce persiste. Dans un rapport, le think tank TERRA NOVA formule des préconisations pour renforcer la légitimité des policiers. La mise en place d’un récépissé de contrôle d’identité a été rapidement enterrée par Manuel VALLS. Les auteurs du rapport encouragent à « valoriser les compétences relationnelles des policiers ».

4 novembre – Quatre mosquées fermées près de PARIS. Les lieux de culte sont soupçonnés de diffuser des discours appelant à la haine. Les mosquées seraient des lieux de « référence pour la mouvance salafiste ».

PARIS : l’afflux de migrants retarde l’ouverture de centres d’accueil. Le camp prévu pour 400 réfugiés ne peut assumer l’accueil des 3000 migrants qui dorment la rue.

5 novembre – Une policière percutée par une voiture volée, deux mineurs interpellés.

Manifestation de policiers devant l’inspection générale de la police nationale.

SQUARCINI : l’ancien espion resté au service de SARKOZY. L’ex directeur du renseignement intérieur reconverti dans la sécurité privée a continué à utiliser ses réseaux policiers.

6 novembre – DJOUHRI, l’ami sulfureux de SARKOZY. C’est l’histoire d’un petit caïd de banlieue devenu sous le quinquennat de Nicolas SARKOZY, l’un des hommes les plus introduits et les plus craints de la République des affaires.

Le cri d’alarme de Gilles KEPPEL face au djihadisme – « la fracture » Gallimard. Les

massacres ne sont pas le fait de loups solitaires mais obéissent à une stratégie : créer une fracture au sein de la société française.

8 novembre – Un Français sur cinq préférerait un régime autoritaire. Les $\frac{3}{4}$ des Français estiment que la démocratie fonctionne de moins en moins bien.

Inès MADANI, le djihad dans la peau d'un homme. La jeune fille est soupçonnée d'avoir séduit sur Internet sa complice pour placer une voiture piégée dans PARIS. L'histoire des deux femmes est une plongée vertigineuse dans un monde équivoque de fantasmes, d'impostures... avant le passage à l'acte bien réel.

Nouvelle tentative d'incendie d'un centre d'hébergement à PARIS dans le 16^{ième} arrondissement.

9 novembre – Un organisateur des attentats à PARIS et à BRUXELLES a été identifié. Il se fait appeler « ABOU AHMAD », son nom OUSSAMA ATAR. C'est un Belge de 32 ans qui a coordonné et financé les cellules qui ont agi sur le terrain les 13 novembre et 22 mars. Il avait été emprisonné en IRAK en 2005 et libéré en 2012 avant de rejoindre l'Etat islamique.

Polémique autour du nouveau méga-fichier de tous les Français. La secrétaire d'Etat au numérique a estimé qu'il posait de réels problèmes de sécurité.

Les évêques demandent pardon pour « un long silence coupable » face aux abus sexuels commis par des prêtres.

Saint-Etienne-du-Rouvray, le djihad « low cost ». Les échanges cryptés entre Abdel Malik Petitjean et Abdel Kermiche racontent l'histoire d'une haine fulgurante. Il s'agit de terroristes d'à peine 20 ans démunis de tout soutien logistique.

Le France se prépare à expulser plus de migrants. Des centres vont ouvrir pour faciliter le renvoi de demandeurs d'asile vers leur pays d'entrée en Europe.

10 novembre – La Californie légalise le cannabis récréatif. 6 Etats se sont prononcés positivement, 5 autres Etats avaient déjà ouvert cette voie. La Californie a rejeté l'abolition de la peine de mort et voté au contraire pour une accélération de la procédure.

11 novembre – Contrôles au faciès : l'Etat définitivement condamné. Après la décision inédite de la Cour de Cassation, la police pourrait devoir faire évoluer ses pratiques. « Un contrôle d'identité fondé sur des caractéristiques physiques est une faute lourde » Cour de Cassation.

Les conflits corses au procès de la tentative d'assassinat de MANUNTA. L'indépendantiste, tué en 2012, avait déjà été l'objet d'un guet-apens en 2011. La justice soupçonne les fils d'avoir épousé les conflits et les peines de leurs pères.

12 novembre – Une campagne pour un droit de vote effectif en détention. Les ministres de la justice et de l'intérieur sont appelés à installer des urnes en prison. En 2012 4% des détenus ont voté à la présidentielle. A l'initiative de la campagne, l'association ROBIN DES LOIS, le député Sergio CORONADO (Europe Ecologie les verts), l'avocat Jean Christophe MENARD. Ils plaident pour une expérimentation dans au moins deux prisons

significatives en 2017. Sur 68.500 détenus 50.000 disposeront du droit de vote.

Au tribunal, le policier, le lycéen et un grand coup de poing. Le procureur a requis 6 mois avec sursis contre le gardien de la paix qui avait frappé un élève parisien lors du mouvement contre la loi travail.

Relaxe pour un homme qui avait aidé sa femme à mourir. Il avait été condamné en 1^{ière} instance à de la prison avec sursis.

15 novembre – La Cour Européenne des droits de l’homme en ligne de mire. Elle est attaquée de toute part, des Etats contestent son autorité en s’arrogeant le droit de ne pas respecter ses arrêts. SARKOZY propose la modification de la convention européenne des droits de l’homme de même qu’Alain JUPPE.

Mobilisation contre une implantation d’une prison dans le département de la LOIRE (1500 selon les organisateurs, 800 selon la Préfecture ont défilé).

16 novembre – Sécurité : la droite en phase avec la gauche. Les candidats de la primaire promettent d’accroître les effectifs policiers et de créer des places de prison. Ils promettent une meilleure exécution des peines « 100.000 peines de prison ne sont pas exécutées chaque année ».

- Création de places de prion : 10.000 pour JUPPE, 16.000 pour FILLON, 20.000 pour SARKOZY. Volonté de rétablir les peines planchers, la double peine, la suppression des réductions automatiques de peines et le durcissement des conditions d’aménagement de peine.

- Restaurer l’autorité vis-à-vis de la jeunesse : durcissement des peines à l’égard des jeunes délinquants, séparation des fonctions de justice civile et pénale des juges des enfants. Suspension des allocations familiales en cas d’absentéisme scolaire.

17 novembre – Fichier TES : CAZENEUVE tente de rassurer sur d’éventuelles dérives. Au Sénat, puis à l’Assemblée Nationale, le ministre de l’Intérieur a dû faire face aux critiques des parlementaires. « C’est un fichier d’un intérêt exceptionnel pour ceux qui ne nous veulent pas de bien » Claude MALHURET député LR de l’ALLIER.

LYBIE : TAKIEDDINE et ses valises pleines de cash. Le témoin à la crédibilité contestée dit avoir remis 5 Millions d’euros à GUEANT et SARKOZY en 2006 – 2007 pour le financement de la campagne présidentielle.

18 novembre – La TUNISIE confrontée à la mémoire de la dictature. Des auditoires publics de victimes de l’ancien régime ont eu lieu dans le cadre du processus de justice transitionnelle. L’instance vérité et dignité (IVD) a été saisie de 62300 plaintes, une vingtaine a fait l’objet d’un règlement.

Des réfugiés torturés dans leurs pays et déboutés du droit d’asile en France d’après le Centre PRIMO LEVI.

21 novembre – *Libération* Publication au Journal Officiel de la loi sur la justice du XXI^{ème} siècle. Un automobiliste contrôlé sans permis devra payer une amende de 500 euros. La

récidive sera passible des tribunaux.

20/21 novembre – Médecine de guerre à MARSEILLE. Dans les quartiers nord, l'hôpital militaire LAVERAN soigne les blessés par balles des règlements de compte.

Un ancien préfet soupçonné de fraude fiscale. Jean DAUBIGNY n'aurait pas déclaré ses revenus depuis plusieurs années. Il a indiqué qu'il avait été « dépassé » et qu'il n'était pas en capacité de gérer ses affaires.

500 kilos de cannabis saisis dans un local municipal à SAINT-DENIS. Deux employés municipaux ont été interpellés.

22 novembre – Au tribunal de BOBIGNY, le procès des Flash-Ball. Trois policiers comparaissent pour avoir blessé des manifestants en 2009. L'un d'eux avait perdu un œil. D'après le bilan annuel de l'Inspection Générale de la police nationale le LBD 40 a été utilisé 1025 fois en 2015 et le Flash-Ball 509 fois. Le juge considère que les policiers n'étaient pas exposés à « un danger actuel ou imminent ».

Quatre arrestations à STRASBOURG « Des éléments sérieux rendaient nécessaires ces interpellations » d'après une source proche de l'enquête.

Un mineur lié à Rachid KASSIM mis en examen et placé en détention provisoire. Rachid KASSIM djihadiste français connu pour avoir téléguidé de nombreux émules.

CORSE : les frères PANTALACCI acquittés. Ils étaient jugés pour tentative d'assassinat.

23 novembre – Un vaste projet d'attentat déjoué grâce à des agents infiltrés. Sept personnes soupçonnées de planifier des attentats ont été arrêtées. Ces nouvelles arrestations à Strasbourg montrent que des cellules très structurées sont toujours dormantes.

Boris BOILLON, diplomate mêlé aux affaires franco-libyennes, renvoyé devant la justice. L'ancien ambassadeur avait été arrêté en 2013 avec 350.000 euros et 40.000 dollars en liquide.

Un an de prison pour une fausse victime du 13 novembre. Confrontée à ses mensonges, elle finit par tout avouer en février. Elle n'y était pas, elle a tout inventé.

Les assises ont de nouveau tranché. Nathalie MICHELLIER, ex épouse PERRIER devra passer 20 ans en prison pour le meurtre de son amant.

24 novembre – Violence contre un lycéen : huit mois avec sursis pour le policier, pas d'inscription au casier judiciaire.

Sévérité accrue pour les infractions à caractère raciste. 88 peines d'emprisonnement sur 228 condamnations prononcées en 2015 pour provocation à la discrimination. Nombre d'affaires recensées par le parquet : 7251 en 2015 augmentation de 34% en 3 ans.

Une association d'aide aux détenus musulmans SANÂBIL visée par l'Etat. Elle doit faire l'objet d'un décret de dissolution, elle est soupçonnée d'être au cœur d'un réseau en lien avec la mouvance djihadiste. Plusieurs anciens piliers de l'association sont suspectés d'avoir rejoint la zone irako-syrienne.

A SAINT-DENIS, « de l'humanitaire au quotidien » la Maison des Femmes. Un lieu unique d'accueil des femmes mêle Planning familial et soutien aux victimes de violences. Le plan de lutte contre les violences faites aux femmes consolidé 125 Millions d'euros seront consacrés à ce plan sur 3 ans. 223.000 femmes se déclarent victimes de violences conjugales, 122 en sont mortes en 2015.

La justice saisie après la censure des affiches de prévention du SIDA. Plusieurs maires Les Républicains ont interdit la campagne de sensibilisation montrant deux hommes qui s'enlacent.

25 novembre – Une loi pour élargir la légitime défense des policiers. Un rapport remis à Manuel VALLS préconise d'aligner les règles d'ouverture de feu sur celles des gendarmes. Les gendarmes sont autorisés à ouvrir le feu lorsque des violences sont exercées contre eux, lorsqu'ils ne peuvent défendre autrement un terrain qu'ils occupent, lorsque des personnes tentent d'échapper à leur garde, lorsqu'ils ne peuvent arrêter autrement un véhicule. Selon un responsable syndical, « le gouvernement va juste complexifier les choses ».

26 novembre – Sa libération de nouveau refusée, Jacqueline SAUVAGE reste en prison. La Cour d'Appel estime que cette femme battue condamnée à 10 ans de prison pour avoir tué son mari, manque de sentiment de culpabilité. Les avocats de M^{me} SAUVAGE affirment qu'une femme battue est en danger de mort permanent.

Evaluation à tâtons pour les détenus radicalisés. Les nouvelles grilles d'analyse aux critères flous, inquiètent les personnels pénitentiaires. Toutes les prisons de France vont recevoir des grilles de recueil d'information pour aider au « repérage pluridisciplinaire d'un risque de radicalisation violente ». 1400 détenus sont déjà signalés au titre de la radicalisation.

27/28 novembre – Attentats déjoués : des amis d'enfance pilotés par l'Etat islamique. Cinq hommes soupçonnés de vouloir commettre une attaque la 1^{er} décembre ont été écroués. La cible de l'attaque reste à déterminer. Les conditions du démantèlement de la cellule de STRASBOURG sont le résultat d'un travail d'infiltration de longue haleine.

« Tortionnaires », « folie » et colère au procès de la mort de FIONA. La mère a été condamnée à 5 ans de prison, son compagnon à 20 ans. La France de FIONA demandait qu'on lui livre « les accusés contre un mur ».

Rebondissement au procès des subventions pour la création de gîtes ruraux en CORSE. L'un des prévenus a dénoncé le rôle de deux chargés de mission du député Paul GIACOBBI.

David HAMILTON emporte ses secrets dans sa tombe. Le photographe qui était accusé par plusieurs femmes de viol, a été retrouvé mort vendredi à son domicile parisien. Le débat sur la prescription, qui est de 20 ans après la majorité de sa victime est relancé.

Les démocraties de plus en plus adeptes de la surveillance de masse. « Le Royaume Uni vient de légaliser la surveillance la plus extrême de l'histoire des démocraties occidentales » Edward SNOWDEN. La France a adopté en 2015 une nouvelle loi sur le renseignement dont l'une des dispositions consiste à imposer aux

fournisseurs d'accès à internet de détecter les personnes qui ont une activité en ligne typique de celle des terroristes.

Mort de Fidel CASTRO. Pour s'imposer, le régime castriste a fusillé plus de 3000 personnes en étendant la peine capitale aux civils.

« à la radio »

Mutinerie au centre pénitentiaire de VALENCE (la 2^{ème} en deux mois). Deux détenus du quartier Maison Centrale ont subtilisé les clés d'un surveillant en le menaçant d'une arme. Ils ont ouvert les cellules, détruit les caméras de vidéo-surveillance, incendié des matelas. Les équipes régionales d'intervention et de sécurité ont mis fin au mouvement. Le 27 novembre cette mutinerie aurait causé 1 Million d'euros de dégâts.

29 novembre – Un gendarme percuté délibérément lors d'une course poursuite. Le conducteur était interdit de séjour depuis plusieurs mois en ARIEGE.

Meurtre dans une maison de retraite, le suspect a été mis en examen. Il réalisait un cambriolage qui a mal tourné.

Eddy TIR, alias BARABAS jeune caïd au « QI à 133 ». Le jeune homme de 25 ans est jugé devant la Cour d'Assises des Bouches du Rhône pour un meurtre commis en 2011. Son nom est associé à une guerre des territoires entre clans marseillais.

A MONACO, l'argent douteux de la tour ODEON. Le maire de BEAUSOLEIL, des entrepreneurs, une veuve... 11 prévenus sont jugés pour corruption et blanchiment.

30 novembre – « Zone Téléchargement » fermé par la gendarmerie. Le préjudice subi par les ayant-droit serait de 75 Millions d'euros.

Un nouveau procès dans l'affaire FIONA. Le parquet a annoncé qu'il interjetait appel de la condamnation de la mère à 5 ans de prison pour des délits connexes et en l'acquittant des coups mortels.

Le sentiment d'inégalité des enfants des quartiers défavorisés. Enquête de l'UNICEF auprès de 22.000 enfants de 6 à 18 ans 54% témoignent d'un manque d'accès au savoir 41% prétendent manquer d'activités culturelles et de loisirs, 21% en situation de privation matérielle.